



Pour la solidarité et une société sans exclusion

Au cours des dernières années, beaucoup de personnes ont fui leurs pays pour se réfugier en Allemagne. Cela soulève un ensemble de questions : peut-on intégrer tout le monde ? Y a-t-il suffisamment de logements ou d'emplois dans un pays où la hausse des prix des loyers et le chômage sont déjà un problème majeur pour beaucoup ? Nous pensons que ces questions sont justifiées. Ces inquiétudes sont le résultat d'une politique qui, depuis des décennies, enrichit les riches, affaiblit la classe moyenne et appauvrit les pauvres et démantèle les services publics de base. Nous pensons que faire preuve d'humanité, c'est aider les personnes dans le besoin. Nous n'acceptons pas le racisme et la xénophobie. DIE LINKE s'oppose clairement à la propagande de la droite. Nous sommes pour une société ouverte. Nous défendons la justice sociale et l'égalité des droits de toutes les personnes qui vivent ici. Nous proclamons haut et fort : notre alternative, c'est la solidarité !



De bonnes conditions de travail et des salaires décents

Qui veut combattre la peur et l'insécurité doit offrir une sécurité sociale. Beaucoup, en particulier les jeunes, passent d'un emploi à durée déterminée à un autre ou ne trouvent que des emplois temporaires. Nous voulons de bonnes conditions de travail qui permettent à tous et à toutes de planifier leur avenir et que les emplois qui sont surtout pratiqués par les femmes soient valorisés et mieux rémunérés. Il est inacceptable que les femmes gagnent environ 20 % de moins que les hommes.

Qui exige de meilleures conditions de travail a besoin d'idées et de beaucoup de patience. Nous disposons de deux. Pendant des années, nous avons fait pression avec les syndicats et les associations pour obtenir le salaire minimum – avec succès ! Maintenant, il est nécessaire d'augmenter ce salaire minimum rapidement pour qu'il passe à 12 euros de l'heure.

Nous voulons réduire le temps de travail et nous luttons pour la semaine de 30 heures. Une réduction du temps de travail avec pleine compensation salariale est un remède au chômage de masse et permet aux citoyens de consacrer plus de temps à l'épanouissement culturel et à la participation démocratique.

Nul ne doit vivre dans la pauvreté

Personne ne devrait connaître la pauvreté dans ses vieux jours, tout le monde devrait avoir une chance de vivre sa vieillesse dans la dignité. Nous voulons que les personnes qui n'ont pas été en mesure de cotiser suffisamment à l'assurance retraite – cela concerne principalement les femmes – reçoivent une pension minimale légale de 1 050 euros. Mais cette pension ne doit pas seulement être un rempart contre la pauvreté, elle sert aussi à garantir un certain niveau de vie. Par conséquent, elle doit retrouver le niveau auquel elle était avant la politique de réduction des pensions de Schröder et Merkel.

La pauvreté qui touche très fortement les mères célibataires est aussi le résultat des bas salaires et du système de sanctions de la loi Hartz IV qui oblige les

individus à accepter des emplois mal rémunérés. Au lieu de Hartz IV, nous avons besoin d'un revenu minimum non punitif de 1 050 euros, pour garantir à tous et à toutes une vie dans la dignité et sans crainte de sanctions.

L'accès à la santé pour tous

La santé peut revenir chère. De plus en plus de personnes ne peuvent plus se permettre les participations à la prise en charge en cas de remboursement partiel. On reconnaît de nouveau les plus pauvres à l'aspect de leurs dents. Le fossé béant entre riches et pauvres se reflète même dans l'espérance de vie : les pauvres ne sont pas seulement plus souvent malades, ils meurent en moyenne plus tôt que les riches. Toutefois, une couverture médicale pour tous est possible. Pour ce faire, nous avons besoin d'une assurance citoyenne solidaire en matière de santé et de soins, à laquelle tous participent – même les députés et les personnes à hauts revenus.

Dans les hôpitaux, on constate un état d'urgence. De moins en moins d'employés doivent prendre en charge de plus en plus de patients. Résultat : un personnel plus stressé, un manque de financement, un manque d'hygiène, voire une recrudescence des accidents. Par conséquent, nous appelons à une évaluation légale des besoins en personnel pour lutter contre la crise du personnel. Le financement des hôpitaux est conforme aux attributions du secteur public.



Et comment financer tout cela ?

Il y a suffisamment d'argent, mais celui-ci est inégalement réparti. DIE LINKE exige une offensive sociale pour tous qui, enfin, intègre aussi les riches et les évadés fiscaux dans le système d'imposition et de sécurité sociale. Dans le monde entier, 62 familles possèdent plus de richesses que la moitié inférieure de l'intégralité de la population. En Allemagne également, les 10 % les plus riches possèdent deux tiers de la richesse totale, tandis que la moitié inférieure doit se contenter d'un seul pourcent. Nous appelons donc à une imposition des millionnaires, à une réforme de l'impôt sur le revenu qui affecterait les revenus annuels de plus de 60 000 euros et allégerait ceux en dessous ainsi qu'une taxe sur les actifs de plus d'un million d'euros. Ces étapes sont nécessaires pour éliminer le déséquilibre social et rendre les infrastructures publiques (hôpitaux, écoles, routes) viables – et cela montrerait qu'une société solidaire est possible.



Pour plus de démocratie

Les grands groupes et les super riches influencent de plus en plus ouvertement les décisions politiques. Nous voulons que la démocratie prime sur l'économie. Car la démocratie ne veut pas dire que « l'argent gouverne le monde », mais que les citoyens peuvent décider dans des conditions pacifiques. La démocratie fonctionne seulement si nous pouvons faire valoir nos intérêts à notre poste de travail sans craindre de perdre notre emploi, et si notre temps de travail chez l'employeur et dans notre foyer nous laisse suffisamment d'espace pour les loisirs, la famille et l'engagement politique ou social. La démocratie fonctionne seulement si les immigrants ne deviennent pas des citoyens de deuxième classe et si nous pouvons affirmer notre différence sans crainte. La démocratie signifie travailler ensemble pour trouver des solutions même en cas de désaccord.

Nous croyons en la démocratie et voulons la renforcer, par exemple par le biais de référendums au niveau fédéral, de lignes directrices claires et d'une restriction sur le lobbying ainsi que d'une interdiction des dons des entreprises aux partis politiques.



Des logements et une énergie abordables

Le nombre de logements sociaux diminue, les loyers augmentent et de plus en plus de personnes doivent changer de ville ou de quartier. Pas assez de logements abordables pour les faibles et moyens revenus – en particulier dans les agglomérations –, voilà le résultat d'années d'échec politique du gouvernement fédéral. Nous avons besoin d'un programme d'urgence pour le logement social. Le mécanisme d'encadrement des loyers (Mietpreisbremse) du gouvernement fédéral est une plaisanterie ! Nous avons besoin d'un frein efficace à l'augmentation des prix des locations, qui limite les loyers à l'échelle nationale et enrayer la tendance à la privatisation.

Non seulement les loyers, mais l'énergie aussi doit être abordable. Avec l'introduction de tarifs sociaux, nous voulons aider les ménages à faibles revenus. Mais il est nécessaire d'engager un tournant écologique. Pour garantir des prix abordables de l'énergie, nous devons passer d'un système énergétique fondé sur les combustibles fossiles et l'énergie nucléaire et nous orienter vers une alimentation électrique à partir de sources d'énergie renouvelables gérées par les municipalités et les citoyens mais aussi faire des économies d'énergie.



Une éducation de qualité pour tous

Le système éducatif existant accentue et cimente les inégalités sociales plutôt que de promouvoir plus d'équité. DIE LINKE souhaite que chaque enfant dispose des mêmes chances. Mais le système éducatif allemand est loin d'un tel concept. L'origine, la situation financière et le niveau d'instruction des parents influencent de plus en plus l'avenir des enfants. Nous voulons surmonter l'inégalité des chances dans l'accès à l'éducation causée par un système scolaire cloisonné. DIE LINKE s'engage pour un système d'éducation social : cela va du droit à une place en garderie pour chaque enfant et



un enseignement commun de longue durée jusqu'à la gratuité des études, en passant par la garantie d'une place de formation. L'éducation doit être placée sous le signe de la cohésion sociale et non pas de l'exclusion.

Une Europe pour tous

La paix, la démocratie, la prospérité et l'équité sociale étaient au cœur de l'idée européenne. Une idée trahie par la politique et pas seulement depuis la crise financière et économique de l'année 2008. Au lieu d'entreprendre une restructuration du secteur bancaire pour que les banques assument les conséquences de leurs spéculations abusives ou pour introduire des taxes européennes sur les transactions financières afin de rembourser les pertes spéculatives, les États membres souverains de l'UE ont imposé des programmes d'austérité présageant un démantèlement de l'État social et de la démocratie. L'idée européenne s'est transformée en une UE contrôlée par les banques et les grandes entreprises. Mais de nombreux problèmes – écologiques, sociaux et économiques – ne peuvent plus être résolus au niveau national. Par conséquent, un repli sur l'État national n'est pas une solution. Une désintégration de l'UE implique plutôt le risque d'une nouvelle augmentation des forces nationalistes et populistes de droite. Face à cette menace, nous proposons de procéder à une refondation sociale et démocratique de l'Europe et de mettre en place les moyens nécessaires pour atteindre cet objectif.



La guerre n'est pas un instrument de la politique

DIE LINKE s'oppose à la guerre, à l'armement et à la militarisation. Nous sommes solidaires de tous ceux qui plaident pour la paix, le désarmement et la justice globale dans le monde entier. Nous avons toujours dit non aux interventions militaires de l'armée allemande, la Bundeswehr, et nous continuerons à le faire à l'avenir.

Les opérations de la Bundeswehr à l'étranger ne contribuent pas à la reconstruction civile ou à l'aide humanitaire. La mission de la Bundeswehr doit se limiter à la défense nationale et à l'aide en cas de catastrophe. Nous plaçons pour une limitation du potentiel militaire de l'Allemagne – et de l'UE.

DIE LINKE exige la prévention et la résolution civiles des conflits comme alternative aux interventions militaires. C'est la raison pour laquelle nous voulons investir dans la coopération au développement et la prévention des crises civiles. Le désarmement et l'interdiction de toutes les armes de destruction massive doivent être replacés à l'ordre du jour à l'échelle internationale. Les exportations d'armes doivent être interdites. DIE LINKE veut mettre un terme au déploiement d'armes nucléaires en Allemagne.

Histoire et structure du parti DIE LINKE

Le parti DIE LINKE est né le 16 juin 2007 à Berlin de la fusion du Parti du socialisme démocratique (PDS) et de l'Alternative électorale travail et justice sociale (WASG). Issu de deux partis aux racines différentes, mais aux objectifs similaires, il représente une alternative de gauche pour toute l'Allemagne. DIE LINKE compte environ 59 000 membres, organisés en 16 sections régionales et 350 sections locales. Environ 37 % des membres sont des femmes – DIE LINKE fait ainsi figure de chef de file devant tous les autres partis représentés au Bundestag. DIE LINKE fait partie du Parti de la gauche européenne, une association de 31 partis politiques européens. Deux membres coprésident DIE LINKE : Katja Kipping et Bernd Rixinger. Le secrétaire national du parti est Matthias Höhn. Le directoire constitué de 44 membres statue sur les questions politiques et organisationnelles entre les conférences du parti.

S'engager !

Vous voulez soutenir DIE LINKE ? Vous voulez contribuer à façonner l'Europe ? Nous sommes à la recherche de rêveurs, d'idéalistes et des personnes qui souhaitent vraiment améliorer le monde dans lequel nous vivons. Mais aussi des pragmatiques et des réalistes. Chez nous, chacun est libre d'être tel qu'il est, avec nous, vous pouvez vous engager et avoir votre mot à dire. Nous avons besoin de votre expertise, de votre conviction et de vos idées. Vous pouvez aussi limiter votre engagement à une simple adhésion. Il existe des alternatives : pour la paix, l'égalité des chances, la justice sociale et la démocratie ! Cela demande du courage, mais que serait le monde sans idéalisme ?

Adhésion :
fip@die-linke.de

Dons en ligne :
http://spenden.die-linke.de

Dons hors-ligne :
Directoire du parti DIE LINKE
IBAN : DE38 1009 0000 5000 6000 00
BIC : BEVODEBB, Berliner Volksbank eG
Intitulé : Spende (« don » en allemand)
Veuillez indiquer votre nom et adresse. Sur demande, nous vous transmettons volontiers un reçu de don.



Contact :
Partie DIE LINKE
Kleine Alexanderstraße 28
10178 Berlin
Allemagne

Téléphone : +49 (0)30/24 00 93 00

Responsable dans l'interprétation du droit de la presse : Matthias Höhn

- Je souhaite un complément d'informations.
- Je souhaite un entretien sur place.
- Je souhaite devenir membre.

Madame Monsieur Nom, prénom

Date de naissance Profession

N°, rue

Code postal Ville

Téléphone

Email

Veuillez compléter et faire parvenir par courrier à l'adresse ci-dessus.

www.die-linke.de

DIE LINKE.

Ça c'est
DIE LINKE.

Je t'aime !

DIE LINKE.

Pour dire cela, il faut du courage et de grands sentiments.
Tout comme pour croire notoirement en un monde meilleur.
Mais que serait notre monde sans idéalisme ?

www.die-linke.de